

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Le cas français

LE SOCIALISME ET L'EUROPE

de ROBERTO CESTELLI

Dans le concert des socialismes européens, les différences entre le passé et le présent ont toujours été éclatantes.

Sans trop vouloir nous éloigner dans le temps, rappelons qu'en 1978, la gauche démocratique était encore au pouvoir en Europe.

En Italie, bien que ce soit à contrecœur et sans aucun pouvoir réel, le Parti Socialiste Italien participait à la grande et anormale majorité de solidarité nationale.

En France, à la veille du premier tour électoral de cette année, tous les sondages d'opinion attribuaient au groupement politique des partis de gauche, largement dominé par le Psf, une nette majorité.

Vingt ans de gouvernement sans changement étaient beaucoup pour la France et la poussée vers un changement semblait irrésistible; mais aux ides de mars, Marchais, nouveau Brutus, préférait, plutôt que de se retrouver avec son parti communiste dans un gouvernement dirigé par les socialistes, poignarder dans le dos François Mitterrand, le «Chevalier à la Rose» sur lequel se reposaient les espoirs de renouveau d'une très grande partie de l'électorat français.

En 1978, les sociaux-démocrates de Schmidt gouvernaient - tout comme maintenant - l'Allemagne; les travaillistes avaient encore en mains les rênes du gouvernement au Royaume-Uni; les socialistes étaient très forts en Espagne et conservaient, bien que ce soit pour peu de temps encore, le pouvoir dans cette Europe du Nord qui aurait cependant vu immédiatement après entrer dans une éclipse la plus longue expérience de gouvernement du socialisme démocratique de notre époque contemporaine. Puis il est intervenu quelque chose qui opéra de profonds changements.

Là où il se trouvait au pouvoir, le soleil socialiste tend à se trouver presque partout à son crépuscule.

Non seulement le travaillisme anglais a perdu le gouvernement du pays, mais il a vu ses forces se diviser avec la naissance d'un nouveau parti, social-démocrate; l'Espagne de l'après-«golpe» voit un Felipe Gonzales bien moins influent qu'hier et tandis qu'à Lisbonne la saison des oeillettes rouges approche de son déclin, à Barcelone il réapparaît un stalinisme qui met en crise même l'eurocommunisme du bien plus faible M. Ca-

rillo.

Là où le parti socialiste était à l'opposition, ancré à de vieux schémas politiques qui concurrençaient trop ceux des communistes, nous avons assisté à de profondes transformations et nous l'avons vu remonter la pente du pouvoir.

Il est incontestable que l'état actuel de crise dans lequel se débattent les différents pays conduit l'électorat à procéder à des changements de gouvernement.

Le cas Usa de l'élection comme président de M. Reagan en est la preuve la plus retentissante et les bouleversements polonais en sont, eux aussi, une confirmation indirecte.

Mais la restructuration idéologique qui s'est produite au sein du parti socialiste italien et qui l'a déjà conduit à assumer dans le pays une position clé, ainsi que la victoire inattendue de M. Mitterrand aux élections présidentielles françaises, qui a surpris tant la Maison blanche que le Kremlin, méritent notre attention particulière.

L'EFFET DES ELECTIONS EUROPEENNES

En vue de la première élection au suffrage universel du Parlement européen, les forces politiques qui y sont représentées se divisèrent en quatre groupements constitués comme suit:

- Groupe libéral comprenant toute la droite au sens le plus large du terme, des conservateurs britanniques au parti républicain italien;
- Groupe démocrate-chrétien dont font partie les puissants partis démocratiques chrétiens de la Rfa et de l'Italie;
- Groupe socialiste qui réunit les travaillistes anglais, les sociaux-démocrates de la Rfa et les formations socialistes des autres pays;
- Groupe communiste, le plus petit, auquel ont adhéré les partis communistes et les autres formations marxistes italiennes et françaises.

La constitution d'un tel déploiement a contraint les partis socialistes des pays latins à procéder à un choix décisif.

Leurs théories populistes étaient nettement inapplicables au sein d'une Europe démocratique et socialement avancée et l'idée marxiste, à laquelle ils avaient été liés jusqu'à présent, les poussait à constituer des blocs des gauches coiffés, inévitablement, par les partis communistes, leurs frères très proches et suffocants, et par suite soviétophiles, en contraste absolu, par conséquent, avec la participation européenne au pacte de l'Atlantique Nord.



P.S.I.: «OUI» A L'OCCIDENT

Sous la poussée d'un tel problème, Bettino Craxi s'était déjà fait porteur, en 1978, au sein du Psi, d'un courant de renouveau qui non seulement délogeait toute la vieille dirigeance, mais commençait un véritable procès à Karl Marx, démontrant au parti que Lénine n'avait pas été ce que l'on pourrait appeler un démocrate et que le socialisme réel constituait plus un esclavage pour l'individu qu'une liberté.

Avec son procès au marxisme et au léninisme, M. Craxi effaçait cent ans d'histoire de son parti qui avaient coûté au pays deux guerres, une dictature, l'affirmation en son sein d'un parti communiste fort et

provoqué plus de trente ans de marasme politique et économique. Un souffle nouveau venait de l'Italie pour le socialisme européen.

C'était à se demander si ce parti, qui avait été jusqu'à présent le représentant légitime mais incapable de la gauche italienne, n'ouvrait pas, en ouvrant un procès à Lénine et à Marx, également un procès à lui-même ou tout au moins ne faisait pas un authentique mea culpa.



Mais nous, qui nous sommes tellement battus pour réveiller le socialisme latin et le faire s'engager sur une route européenne, nous applaudissons à cette prise de conscience, même tardive, de la réalité historique dans laquelle nous vivons. Le Psi a dit oui à l'Occident et nous reconnaissons à M. Craxi qu'il a réussi, depuis ce moment, en se battant contre toutes les oppositions, à faire poursuivre au Psi son chemin sur une route qui l'éloigne toujours plus de cet héritage maximaliste qui l'avait conditionné pendant toute sa vie.

Au cours de ces derniers jours, le XLII^e Congrès du parti, qui s'est tenu à Palerme, a marqué définitivement ce tournant historique et le vote final a démontré, en confir-

mant M. Craxi à la charge de secrétaire du Psi par un vote compact, sa ferme intention de vouloir le suivre dans son action qui conduit le Parti à une révolte vitaliste de génération et à un tournant idéologique de type nettement européen.

Dans son discours de clôture, M. Craxi a pris soin de confirmer une image du Psi capable de se charger de la gouvernabilité du pays, non pas comme administrateur des structures existantes, mais comme élément dynamique, capable de les changer selon la grande tradition social-démocrate européenne calibrée cependant sur la réalité italienne.

C'est là une affirmation extrêmement importante qui doit être comprise non pas comme une récupération nationaliste, mais bien comme une prise de conscience des problèmes réels du peuple italien inséré, et non submergé, dans un système européen et dans un contexte mondial.

A la fin de son intervention, Craxi a rappelé avec ténacité et obstination que la ligne du parti socialiste italien sera réformiste, pragmatique, gradualiste et occidentale et compétitive, en tant que telle, non seulement avec la Démocratie Chrétienne, mais avec le parti Communiste Italien lui-même.

Il était temps que le Psi se rende compte d'être devenu majeur et d'avoir toutes les cartes en règle pour se présenter en qualité d'un parti moderne, comme représentant valable de la gauche italienne.

C'est depuis des années, qu'à partir des pages du «Bulletin Européen» nous poussons le Psi vers cette voie d'où l'histoire ne permet pas de revenir en arrière.

Nous espérons qu'au cours des prochaines élections de juin, l'électorat italien voudra récompenser ce tournant historique du Psi et que M. Berlinguer connaisse toute l'amertume que ressent ces jours-ci son compagnon Marchais.

LE MAI DU P.S.F.

François Mitterrand, jusqu'à hier l'éternel battu, est actuellement le nouveau président et la Cinquième République a, pour la première fois, un président socialiste.

Le tournant est certainement historique. Depuis 1936, après la première et uni-

que victoire retentissante de Léon Blum et de son Front populaire, la gauche n'avait plus remporté une élection nationale, et cette première expérience fut de courte durée; dès 1937, M. Blum présentait sa démission.

Depuis lors, l'électorat français avait jugé la gauche capable d'administrer les villes, mais pas de guider la nation et surtout pas de traiter la politique étrangère.

L'élection de M. Mitterrand, comme nous l'avons déjà dit, a surpris non seulement les Usa et l'Urss, qui avaient misé sur Valéry Giscard d'Estaing comme cheval gagnant, mais, nous devons le reconnaître en toute sincérité, également les observateurs politiques étrangers.

La décision de l'électorat français nous laisse perplexes, parce que nous ne savons pas, et nous ne le saurons qu'en juin, après l'élection de la nouvelle législature, si la France a choisi une voie socialiste nette ou si elle a voulu simplement changer de Président.

Il est incontestable que l'élection de Mitterrand a ouvert un «cas français» qui pourrait, pour la première fois en Europe occidentale, porter les communistes à participer au gouvernement.

Pour le moment, Mitterrand ne s'est pas prononcé et, en toute conscience, il ne pouvait pas le faire.

En cette période d'attente, il pourrait seulement dire qu'il a besoin de tous et que de toute façon sa majorité présidentielle est hors et au-dessus des partis.

Le «cas français» a explosé dans une France dont les institutions actuelles permettent au Président de manoeuvrer au-dessus des partis, alors que cela n'est absolument pas possible dans les autres pays.

Avec une majorité parlementaire, le Président peut, dans la Cinquième République, choisir son Premier ministre et le cabinet qui gouvernera sans être lié au Parlement et aux partis.

Les choix sont faits *ad personam* et si l'élu est député, il devra renoncer, pour accepter sa nouvelle charge, à son mandat électoral.

Avec un tel schéma institutionnel, l'entrée des membres du Pcf dans le gouvernement, si elle devait avoir lieu, diminuerait de dramaticité parce qu'avec l'appel au gouvernement ils perdraient leur figure d'*hommes de parti* pour assumer celle

d'*hommes du président*.

Dans le «cas français», le moment de vérité n'est pas celui déjà passé de l'élection du socialiste Mitterrand, mais celui de l'élection du Parlement, c'est-à-dire l'acte de rénovation de cette majorité législative qui devra soutenir l'action de gouvernement du nouveau président élu.

PUNITION POUR MARCHAIS

Nous ignorons encore si le vote du 10 mai a plus signifié pour la France vouloir chasser de l'Elysée le technocrate Valéry Giscard d'Estaing en raison de la façon dont il a géré ses sept ans de «règne» ou si, par contre, poussée par le désir de changer, elle a voulu récompenser la ténacité de François Mitterrand, l'homme qui s'était opposé au dernier retour de de Gaulle et qui avait su attendre patiemment son heure.

Un fait est certain, au premier tour électoral des élections présidentielles françaises, l'analyse du vote démontre clairement que le socialisme du nouveau président devra être très ouvert, absolument occidental et sincèrement européen.

Les chiffres de ce même premier tour ont, par contre, nettement mis en évidence une nette punition pour M. Marchais à qui l'électorat français n'a accordé que 15% de ses suffrages, avec une diminution de 25% par rapport aux voix que le Pcf avait obtenues trois ans à peine auparavant, c'est-à-dire aux élections législatives de 1978.

La perte sèche a été de plus d'un million de voix et au grand parti «néo-Jacobin», qui avait prétendu représenter l'intelligentsia française à travers les adhésions de Barbusse, Anatole France, Vaillant-Couturier, Picasso, Léger, Eluard, Aragon, Joliot-Curie et Nizan, les défections les plus importantes sont justement venues des ouvriers de la ceinture rouge de Paris, du Val de Marne à la banlieue de la Seine-Saint-Denis.

La défaite du Pcf n'a pas été seulement une défaite personnelle de M. Marchais, un tribun qui estime pouvoir simplifier tout en une société supercomplexe et sophistiquée comme l'est la société française et qui est un expert en invectives violentes plutôt que dans l'illustration de programmes et d'idées.

La défaite est justement celle du Parti Communiste Français due à son philosoviétisme tardif, à son aspect arriéré et factieux sommaire, qui tache d'ambiguïté chacune de ses actions.

DECADENCE DU COMMUNISME

La défaite du communisme français est, en réalité, un symptôme précis de la décadence du communisme en Europe occidentale. Comme elle semble lointaine la clameur suscitée, en 1976 (il y a donc à peine cinq ans!) par M. Enrico Berlinguer quand, à Paris, lors de la grande réunion des partis communistes italien et français il adoptait pour la première fois, pour indiquer une voie au socialisme propre à l'Europe occidentale, le terme «eurocommunisme».

Et quelle ferveur au printemps de l'année suivante autour de Berlinguer, de Marchais et de Carillo, réunis à Madrid, pour jeter les bases d'une hégémonie communiste, dans la nouvelle version européenne, sur tous les mouvements de gauche de l'Europe atlantique et méridionale.

Tout s'est dissous en l'espace de quelques mois et n'a laissé que des cendres. A fin juin de cette année 1977, déjà, les graves attaques du Kremlin commençaient à pleuvoir sur le pauvre Carillo, certainement le plus sincère - ou peut-être le plus ingénu - des chefs communistes occidentaux.

Contre son modeste livre «Eurocommunisme et Etat», tous les organes d'information de l'Urss ouvraient un feu nourri et concentré.

Moscou ne pouvait pas accepter que la stratégie des partis communistes de l'Europe occidentale modifie la conception qu'ils doivent avoir du «pouvoir prolétaire» et, surtout qu'ils critiquent le système établi dans les pays de l'Est.

Le comportement du Kremlin à l'égard de l'eurocommunisme a oscillé entre l'intransigeance idéologique et le pragmatisme politique en passant tout d'abord par des phases d'irritation authentique et ensuite par des manoeuvres sournoises qui sont arrivées à l'absurde (ou au ridicule?) de la lettre «secrète» de réprobation de M. Brejnev à M. Berlinguer, passée à l'improviste et mystérieusement aux organes de presse qui lui ont fait une grande publicité. Et que dire

de la dernière mise en scène de Moscou où le représentant du Pci, le parti communiste européen le plus fort, fut empêché de monter sur l'estrade du XXVI^e Congrès du Pcus pour réciter son discours au parterre des cinq mille délégués silencieux du Congrès? Il ne put s'adresser qu'à quelques ouvriers d'un atelier tout proche.

Le tout pour jeter de la poudre aux yeux des Occidentaux, pour qu'ils se persuadent que le Pci a brisé ses liens avec le Kremlin et que, ainsi purifié, il était digne d'être appelé à gouverner l'Italie.

Cet eurocommunisme que tentèrent de lancer les partis communistes de l'Europe occidentale, dans l'année 1976 désormais lointaine, a démontré toute son inconsistance. Il n'a été qu'un fantoche (ou un cheval de Troie) qui n'a pas atteint son but.

Sa fin a désormais été sanctionnée par le retour de Marchais au philosoviétisme et à un type de communisme de caserne.

Le plus modeste M. Carillo doit, par contre, se mesurer avec le stalinisme qui a refait son apparition en Catalogne, tandis que cet équilibriste de M. Berlinguer a beaucoup perdu de son vernis et de nombreuses batailles.

Les partis communistes occidentaux n'ont su ni se renouveler ni comprendre que leur rôle primaire est celui de défendre les intérêts nationaux effectifs.

Agrippés à un internationalisme faux, ils ne sont, en réalité, que liés à la patrie du socialisme réel qui, à son tour, est incapable de renouveler les hommes et les idées et qui compte, comme unique succès, celui d'avoir fait de l'Urss la machine guerrière la plus puissante du monde.

Même les communistes polonais, à l'étriot dans la sphère d'influence soviétique et menacés par une intervention militaire potentielle, sont de très loin plus débarrassés de préjugés, dans l'innovation et dans la révision de l'idée communiste, que n'ont eu le courage de l'être nos ex-eurocommunistes.

De nombreux signes nous font penser qu'en réalité tout le communisme est en crise et M. Orwell sera peut-être contraint de réécrire son livre «1984» qui illustrait une société hallucinante où le socialisme réel était parvenu à ses conséquences extrêmes.

Après les succès électoraux de Mme Thatcher au Royaume-Uni contre le travailleur Callaghan, du conservateur Reagan contre Carter aux Usa et de Fälldin en Suède contre le social-démocrate Palme, on était en droit de supposer qu'à une époque de difficulté économique, les électeurs auraient préféré confier les leviers de commande aux conservateurs.

Ensuite, l'élection de Mitterrand contre Giscard d'Estaing et celle, simultanée, du démocrate-chrétien von Weizsäcker contre le social-démocrate Vogel à Berlin, ont démontré, par contre que dans les moments difficiles, les peuples effectuent essentiellement des rechanges dans l'espoir que le nouveau pilote réussisse à porter la barque nationale hors des eaux agitées de la crise.

La possibilité d'effectuer ces rechanges est indispensable pour assurer une évolution correcte du régime démocratique et le préserver de la pollution de la corruption, conséquence triste et peut-être non évitable de la permanence excessive au pouvoir.

Dans les pays de l'Europe occidentale, où il existe une force communiste, que le journaliste Alberto Ronchey a défini, dans le «Corriere della Sera» le «facteur K», le choix d'un gouvernement de gauche ne pouvait pas, jusqu'à hier, arriver.

La présence du «facteur K» provoque une pollution de la gauche et constitue un bloc psychologique électoral suffisant pour empêcher une alternative social-démocrate.

Au mois d'avril 1978, dans ces mêmes pages, commentant la défaite subie par les gauches françaises aux élections parlementaires de cette année-là, nous écrivions dans notre article intitulé «Les Ides de mars 1978», «... M. Mitterrand semble affecté, comme tous les socialistes des pays latins, d'un véritable complexe d'infériorité vis-à-vis des communistes».

Cette incapacité propre d'autonomie pour tendre à la conquête du pouvoir est donc d'autant plus un fait pathologique et moins explicable, si l'on pense que le déploiement des forces socialistes, dans le prochain Parlement européen, sera incontestablement celui que l'on appelle, de façon impropre, «Eurocommunisme».

Le Parti socialiste italien, que nous avons si souvent fustigé, a donné, sous la conduite de Bettino Craxi, au XLII^e Congrès des signes de s'être réveillé et, conscient de sa force, il semble disposé à un affrontement direct avec son antagoniste naturel, le Pci, pour lui enlever le drapeau de l'ouvriérisme qui dans ses mains n'est qu'identique à celui de la Russie soviétique et ne représente pas d'autres symboles.

Avec les élections du 10 mai, la France s'est donnée un Président socialiste et nous, en démocrates sincères, nous adressons à M. François Mitterrand toutes nos félicitations parce que l'homme Mitterrand a certainement mérité de gagner.

Nous ajoutons également nos souhaits pour que le Parti socialiste français, que le nouveau président représente, se montre à la hauteur de la tâche difficile qu'il est appelé à affronter.

Le déplacement de la France vers la gauche a été rendu possible par le changement net du rapport de forces entre les socialistes et les communistes qui s'est produit lors du premier tour électoral.

Si le Psf en aura compris toute la portée et si M. Mitterrand saura résister, en mettant en action sa technique de gouvernement, aux pressions syndicales d'inspiration communiste, et jeter de l'eau sur le feu des nationalisations et des autogestions qui ont déjà incendié la Bourse et s'il saura, enfin, repousser les résidus du parti de Marchais à l'opposition, alors il pourra espérer que lors des élections législatives imminentes de juin, l'électorat français maintienne l'option à gauche, récompensant le Psf et les forces politiques avec lesquelles le nouveau président aura joué ses cartes.

Il pourra se produire ainsi une évolution à gauche de la France, effective et durable, et le «cas français» pourrait être de bon augure pour les autres nations latines de l'Europe occidentale.

M. Mitterrand est un homme politique suffisamment souple pour éviter les erreurs de Léon Blum qui vit, en moins d'un an, la destruction de la victoire des gauches de 1936.

19 mai 1981

R.C.

HISTOIRE DE L'EUROPE



L'Europe: essor



apogée



déclin

de PIETRO GERBORE

II^e partie

GUERRES

L'Europe moderne est née à la suite de deux longues guerres de religion: l'une combattue en France entre catholiques et calvinistes; l'autre en Allemagne entre catholiques et luthériens. Le paradoxe de ces guerres, qui ont duré globalement un siècle, est qu'après avoir gagné la première guerre, les catholiques aidèrent les luthériens à gagner la seconde. Sous le mot d'ordre d'une religion, on combattait pour des motifs sociaux, politiques et économiques. En France, les Huguenots étaient des nobles, des bourgeois de la ville, des artisans et des paysans qu'une longue guerre inutile entre Valois et Habsbourg avait ruinés: Calvin, sa Bible, ses «Instructions» attisèrent une révolution sociale.

En Allemagne, la guerre dite de Trente ans eut des causes économiques. Le transfert des principaux centres de l'économie de la Méditerranée vers l'Atlantique, la décadence d'un grand marché comme Venise avaient asséché le trafic par caravanes de mulets qui était une source de richesse pour l'Allemagne centrale. Villes libres et Princes voyaient se réduire l'entrée des tributs. Il se posait, aux uns comme aux autres, un problème d'une importance vitale, celui des biens des ecclésiastiques après la conversion de l'autorité à la foi luthérienne (ou calviniste). Les catholiques résistaient avec acharnement à la sécularisation de ces biens, mais pour les villes, elle était l'unique moyen de pourvoir à l'entretien des écoles et des hôpitaux et pour les Princes ces «bénéfices» étaient le seul mode de placer leurs cadets.

L'alliance entre les catholiques français, après leur victoire sur les Huguenots, et les luthériens allemands (ou suédois) était dictée par la volonté de la France de briser la

collaboration entre les Habsbourg d'Espagne et ceux de Vienne.

*L'unité de la civilisation européenne survécut à cette ordalie. Les traités signés en 1648 dans deux villes de Westphalie furent la magna carta d'un ordre nouveau qui dura jusqu'à la Révolution française. Ils mettaient fin à l'anarchie des fois et aux conflits entre elles avec le principe *cujus regio ejus religio*: les sujets devaient pratiquer la religion du Prince ou émigrer. Si la branche régnante (catholique ou protestante) s'éteignait et était substituée par une branche cadette appartenant à l'autre confession, les sujets avaient le choix: se convertir ou émigrer. En général, ils se convertissaient.*

A Vienne, l'Empereur restait le chef de la nation germanique, la source des honneurs, le défenseur contre l'Islam campant dans la vallée du Danube, donc le porte-étendard d'une unité chrétienne menacée par l'infidèle.

Comme les traités étaient rédigés en latin, celui-ci était encore le sabir de l'Europe diplomatique. Mais les Princes de l'Empire acquéraient une liberté d'action politique et diplomatique qui transformait l'Empire en une fiction. Toutefois, celui-ci conservait l'épithète de Sacré et de Romain. Jusqu'à la Révolution française, la Chancellerie Impériale de Vienne, la Diète de Ratisbonne et le Tribunal Impérial de Wetzlar furent des monuments d'un ordre laissé en héritage par Rome et restauré par Charlemagne. Tous les monarques européens en firent partie: le roi d'Espagne en tant que duc de Milan (jusqu'en 1713), le roi d'Angleterre (après 1714) en tant qu'Electeur de Hanovre, le roi du Danemark comme duc du Schleswig-Holstein, le roi de Suède en tant qu'évêque de Wismar et le roi de Sardaigne comme duc de Savoie.

L'EQUILIBRE EUROPEEN

Les traités de Westphalie mirent fin aux guerres de religion. Dans les îles Britanniques, les Catholiques ne formèrent plus jamais de factions; en France, les Huguenots perdirent tout pouvoir politique ou militaire; en Allemagne, l'équilibre entre catholiques et protestants se stabilisa. Un christianisme à deux fronts prévalut en Europe: la confession religieuse du Prince devint un profil de l'Etat. Cette paix contenait, toutefois, le germe de futures guerres parce qu'elle avait fourni à la France une rampe de lancement. Dès le règne de Charles VIII et sa «descente» à Naples, il régnait dans ce pays, une inquiétude, un frémissement expansif qui se tournait vers l'Italie et la terre à l'Est du Rhin. La «descente» de Charles VIII dans la sphère d'influence des rois d'Aragon avait provoqué une alliance matrimoniale entre les Trastamare et les Habsbourg: cette malencontreuse entreprise engendra une série de guerres qui avaient désolé l'Europe et déposé chez les Français un héritage de suspicion et d'aversion contre la dynastie qui ceignait, depuis des générations, la couronne impériale. Il existait en eux une volonté de prépondérance dans la Mitteleuropa, sur les grands fleuves qui débouchaient en mer du Nord.

Un jeune roi, Louis XIV, avait hérité, par sa mère espagnole, d'un ensemble d'ambitions, d'émotions et d'impulsions morales qui s'étaient formées dans la péninsule Ibérique pendant la lutte contre les Maures. Dans aucun autre pays européen, l'idée de la gloire n'avait éveillé des échos aussi forts. L'histoire de don Quichotte n'est pas une satire des romans de chevalerie, mais bien le drame de l'hidalgo espagnol pendant le règne de Philippe IV. Tel fut, également, le drame de la France sous Louis XIV. C'est lui qui inculqua à ce pays l'idée espagnole à la suite de quoi la France se laissa entraîner dans des guerres absurdes, comme les entreprises de ce pauvre hidalgo de la Manche. La première de ces guerres, déclenchée pour revendiquer de prétendus droits de la femme du monarque, alarma les Hollandais, un petit peuple de navigateurs et de marchands et fit monter sur la scène de l'histoire un prince issu d'une famille qui paraissait désormais en être sortie. Pour que les Hollandais sortent de l'oubli, dans lequel il était tombé, Guillaume d'Orange et lui confiaient la résistance, il fallait qu'un grand danger menace l'Europe.

Lorsque l'Europe se brisa à la suite de la réforme protestante et de la contre-réforme catholique, et que les deux fronts confessionnels se raidirent sur des positions qui ne laissaient aucune issue à des compromis, une nouvelle constellation d'Etats qui suggéraient une idée nouvelle était née; une idée nouvelle qui consistait à rechercher l'unité dans l'égalité du pouvoir. C'était là un côté positif des traités de Westphalie.

Ce furent les Pays-Bas protestants, ce que l'on appelait les Provinces Unies, qui dressèrent une première digue contre l'expansion agressive de Louis XIV et c'est là que se trouva le Prince capable d'organiser la résistance. Monté sur le trône d'Angleterre à la suite de son mariage avec Marie Stuart, Guillaume d'Orange fut un grand européen: sa pensée dominante fut la liberté de l'Europe, c'est-à-dire une juste distribution de la puissance entre les nations européennes créées à la suite de la fracture de l'unité chrétienne. L'Europe ne pouvait continuer à exercer une fonction de guide dans un monde si agrandi par les découvertes géographiques que si elle empêchait l'une des nations nouvelles de marquer à ses devoirs vis-à-vis des autres.

La guerre qui avait duré de 1688 à 1713, avec une trêve de cinq ans, obtint ce but. La paix d'Utrecht accorda à l'Europe près d'un siècle de stabilité en distribuant la puissance de façon équitable. Elle inaugura une ère de grand progrès intellectuel, au cours duquel le continent réacquit une nouvelle unité spirituelle et morale, perdue avec la Réforme et la Contre-réforme.

L'EPOQUE DES LUMIERES

Le siècle qui s'est écoulé entre la paix d'Utrecht (1713) et la Révolution française doit être considéré comme une époque heureuse dans l'histoire de l'Europe. Le commerce d'exportation de l'Angleterre passa de 8 millions de sterling en 1720 à 15 millions en 1763; le tonnage des navires au départ des ports britanniques passa de 450 000 à 650 000 tonneaux; un demi-million d'entre eux battait pavillon britannique. L'accroissement du commerce maritime français ne fut pas moins considérable: de 120 millions de livres en 1716 à 500 millions en 1789. La propagation et l'échange de nouvelles technologies s'intensifièrent au cours de ces décennies.

Les forces économiques étaient à l'origine de changements dans la société: les classes urbaines moyennes progressaient en nombre et en pouvoir. Le siècle restait, en apparence, «aristocratique», mais les «aristocraties» se différençaient grandement: rurale en Russie, courtisane en France, militaire ou bureaucratique en Prusse et en Suède. Son influence, elle aussi, variait selon les pays: en France, elle pouvait intriguer; en Prusse, elle devait servir; en Angleterre, elle faisait de la politique parlementaire.

Le XVIII^e siècle fut le siècle des Lumières mais, comme l'a démontré Paul Hazard, la grande bataille idéologique avait déjà été combattue avant les années 1700.

Elle partit de l'Angleterre où les déistes et les libres-penseurs ouvrirent la campagne en faveur d'une religion rationnelle. Après avoir triomphé en Angleterre et en France, le déisme, en tant qu'effort pour concilier le besoin social d'une religion avec les exigences de la raison, se diffusa dans toute l'Europe; mais il succomba rapidement au scepticisme qui eut pour bible le monumental Dictionnaire historique et critique de Pierre Bayle. L'an 1751 est mémorable, car l'abbé de Prades présenta et fit approuver par les examinateurs de la Sorbonne, une thèse dans laquelle il exposait la psychologie et la théorie de la religion naturelle et privait, incidemment, de toute signification les miracles du Nouveau Testament. Entre-temps, Malesherbes devenait directeur de librairie et, avec l'appui de la Pompadour, le protecteur des philosophes. Grâce à eux, l'Europe récupéra une sorte d'unité intellectuelle. Ils étaient encore moins «métaphysiques» qu'on ne pouvait l'imaginer. Ils se servaient volontiers du nom de Spinoza, mais uniquement comme paravent pour critiquer la Bible. Voltaire ne tolérait pas une pensée ne dérivant pas de faits em-





piriques et ne conduisant pas directement à des actions pratiques. Dans son *Traité des systèmes* (1749), Condillac intitulait un chapitre De l'inutilité des systèmes abstraits. Contre la métaphysique, ils considéraient le sens commun comme un critère pour mesurer la vérité. L'époque des Lumières faisait appel à la nature, c'est-à-dire aux faits de l'expérience; elle croyait que toute question digne d'être posée impliquait une réponse trouvant les faits justes. L'époque de la métaphysique et de la religion était terminée, celle de la science commençait. Le beau monde accueillit les savants; Voltaire et Madame du Châtelet eurent leurs laboratoires personnels. L'empirisme fut l'orientation du siècle.

Les philosophes donnèrent le ton à la société et également aux Cours. Frédéric de Prusse les reçut à sa table; Catherine II de Russie les rémunéra généreusement. Et comme le français était la langue de cette «antimétaphysique», il devint également la langue des Cours. Frédéric et Catherine n'en utilisèrent aucune autre dans leurs écrits.

Mais un autre lieu unissait désormais l'Europe: un réseau dense de parentés dynastiques. Le grand parvenu du siècle, Pierre I^{er}, avait cherché dans les Cours germaniques une femme pour son fils et des maris pour ses filles et ses nièces. L'Impératrice Marie-Thérèse fut la belle-mère du roi de France, du roi de Naples et des Deux-Siciles, ainsi que du duc de Parme.

Des princesses allemandes se succédaient sur le trône de Londres. Ces parentés créaient une communauté d'intérêts qui rendaient les guerres plus courtes et moins cruelles, plus chevaleresques.

Il s'était créé, à la veille de la Révolution française, une nouvelle unité européenne, dynastique, mondaine et littéraire.

LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

Dans l'Antiquité, au cours du Moyen Age et au début de l'Epoque moderne, la base matérielle de l'existence était restée pratiquement inchangée. Les fondements des structures sociales, politiques, économiques et culturelles résidaient en une tradition agricole et artisanale. Un mode de vivre statique, provincial et conservateur constituait la toile de fond de tous les bouleversements enregistrés au cours de l'Histoire. L'expansion du commerce qui avait suivi les découvertes géographiques avait augmenté de peu la richesse des nations.

Lors de la seconde moitié du XVIII^e siècle, une nouvelle révolution confère à l'homo sapiens la domination de la nature, qu'il n'avait jamais eue, et fit naître des sources inépuisables de richesse: elle consistait à appliquer la méthode scientifique à l'industrie. Des capitalistes britanniques la rendirent possible; des hommes d'affaires entreprenants la mirent en pratique. Elle se propagea, ensuite, à la Belgique, à la France puis, finalement, à l'Allemagne, en installant ses centres là où se trouvaient des mines de fer et de charbon. L'absence de ces matières la retarda dans les pays du Bassin méditerranéen.

Il s'agissait là d'une rupture définitive avec le passé. Transmise bien plus tard en Amérique du Nord et au Japon, la révolution industrielle, c'est-à-dire l'emploi de la machine, consolida pendant plus d'un siècle la suprématie de l'Europe. La science appliquée à l'économie, c'est-à-dire la technologie, transforma la société humaine, les rapports entre les hommes et les conditions de travail. Parallèlement à la révolution industrielle, il en existait une autre: la lutte de l'homme contre la mort précoce. Des villes comme Londres, où chaque printemps une fièvre typhoïde fauchait les habitants, étaient canalisées. Les dernières célébrités mortes de choléra furent le philosophe Hegel, le ministre Casimir Périer, le compositeur Tchaïkovsky. La population augmentait: le travail agricole ou artisanal n'aurait pas suffi à la rassasier. De nouveaux phalanstères absorbaient cette main-d'oeuvre surabondante.

La révolution industrielle commença dans l'industrie textile du Lancashire: le coton brut, une substance jusqu'alors inconnue en Europe, était importé des colonies américaines et filé avec la force hydrique. Les inventions de Crompton et de Cartwright, de la machine à filer et du métier mécanique révolutionnèrent les techniques de travail qui provenaient du néolithique. La machine à vapeur de Watt, qui substituait l'eau et le quadrupède, fut une autre étape dans ce processus. Le charbon devint la clé de la puissance industrielle. Ni Frédéric de Prusse, quand il arracha la Silésie à Marie-Thérèse, ni les diplomates réunis à Vienne en 1814, quand ils accordèrent à la Prusse le Rhin septentrional et la Westphalie, ne prévoyaient qu'en agissant ainsi ils se préparaient un grand avenir économique, donc politique et militaire.

*Les effets sur la société humaine ne furent pas moins bouleversants: de monstrueuses villes industrielles se développèrent et furent rapidement noircies par les retombées de suie; les travailleurs y vécurent misérablement et leur raison d'être n'était que purement économique. La capitalisation du profit de l'entrepreneur avait pour conditions préliminaires des coûts de production faibles et l'accroissement de la population dû à l'amélioration de l'hygiène. La réserve de main-d'oeuvre augmentait, ce qui faisait s'abaisser les salaires au plus bas niveau compatible avec la survie du travailleur. Marx écrivit *Le Capital* en considérant la situation en Angleterre. (Il ne se doutait pas que, un siècle plus tard, les sociétés communistes auraient dû, pour s'industrialiser, passer sous les fourches caudines des mêmes lois économiques). La révolution industrielle tarda à apporter le bonheur ou le bien-être à l'humanité.*

LA FRANCE CONTRE L'EUROPE

Albert Schweitzer a dit que la Révolution française agit sur l'Europe comme un gel soudain sur un arbre en fleurs. Les réformes commencées par les despotes illuminés à l'époque des Lumières s'arrêtèrent et cette passion belliqueuse et agressive, qui avait conduit Charles VIII à Naples, François I^{er} à Pavie et Louis XIV au bord de la catastrophe, se réalluma au sein de la nation française. Cette passion se justifiait, maintenant, par une idée messianique de la nation, dont les radicaux extrémistes, connus sous le nom de Jacobins, se firent les gardiens et les chevaliers croisés.

Anatole France a daté l'origine du «sentiment national» de l'époque de Jeanne d'Arc. Et celui qui lit les notes du procès de la Pucelle est frappé par l'assurance avec laquelle elle réclamait «la France aux Français» et le départ des Anglais comme la volonté de Dieu. La tradition nationale commença au moment où l'objet de la loyauté d'un individu ne fut plus une confession religieuse ou un sieur féodal, mais son peuple, sa terre natale, sa patrie. Mais avant même que l'on ait parlé de «nation» ou de «nationalité», il y eut la longue période du «patriotisme».

Avec la Révolution de 1789, toujours plus radicale et extrémiste, la nation devint l'idole que le citoyen devait adorer, la quintessence de toutes les qualités. Les Jacobins donnèrent le ton. Un grand élan humanitaire se concentra d'un côté, et de l'autre il eut une expansion vers l'extérieur. La nation devint conquérante, au service de l'humanité contre l'Europe façonnée et éprouvée par l'histoire. Les Jacobins confèrent à cette idée un caractère absolu: on ne pouvait être «patriote» que de la façon qu'ils avaient établie; celui qui n'était pas d'accord était un traître. La nation était un organisme idéal avec des prétentions totales: divinisée de la sorte, elle était appelée à exporter ses propres idéals sur la pointe des baïonnettes.

C'est à juste titre que Mme de Staël dit de Bonaparte qu'il était «Robespierre à cheval». Avec lui, le jacobinisme radical, obtus à l'histoire, prisonnier d'une idéologie propre, assujettit pendant quinze ans l'Europe, en agissant comme les jardiniers de Louis XIV sur la nature, en bouleversant les traditions et les croyances, en traçant de nouvelles

frontières arbitraires, en imposant des lois étrangères à la mentalité des habitants. Les guerres et les révolutions avaient marqué les étapes de l'ascension de l'Europe vers une position dominante: dans chaque révolution il s'était ouvert de nouveaux horizons, à chaque guerre faisait suite un nouvel équilibre. Mais c'était là un cyclone qui détruisait tout.

Celui qui veut faire le bilan de la guerre que la France conduisit pendant vingt ans contre l'Europe, doit constater que c'est d'elle que naquirent l'idée de la «nation en armes» et du «militarisme». Jusqu'en 1789, les Etats européens avaient eu des armées de métier, mais les Jacobins avaient établi le principe que le citoyen est un soldat et ils avaient fait de l'armée un ordre privilégié, le bras de la nation. Pour les combattre, les Etats européens avaient dû imiter leurs réformes et Bonaparte rencontra, sur le champ de bataille de Leipzig, en 1813, une nouvelle Europe, où l'armée s'identifiait avec la nation et à laquelle étaient attribués les plus grands honneurs parce qu'elle supportait les plus grands sacrifices.

L'EUROPE AU ZENITH

Pendant les années situées entre le Congrès de Vienne et celles où les Slaves du Sud commencèrent à s'agiter, avec l'aide et la sympathie apportées par la Russie, l'Europe fut libre de toute menace hégémonique et, bien que les Etats européens demeuraient portés vers des antagonismes changeants, ils ne se divisèrent jamais en camps hostiles et formidablement armés. Les guerres furent brèves et les pertes minimales. La suprématie de l'Europe dans le monde était incontestée. La cause en était le monopole des équipements et des techniques développées dans la révolution industrielle comme, également, dans leur exceptionnel développement.

Jamais la population n'avait augmenté dans une telle proportion: entre 1830 et 1870, elle s'accrut de 30%. Elle se dirigeait dans deux directions: de la campagne vers les centres de l'industrie et du vieux monde vers le nouveau. La migration transocéanique allégeait la pression démographique en Europe et, en même temps, elle donnait de nouvelles impulsions et de nouvelles énergies à l'Amérique. Aux Etats-Unis, la population triplait et l'émigré du vieux continent contribuait à accentuer l'empreinte européenne dans le nouveau.

La suprématie de l'Europe était un résultat de la révolution industrielle. L'industriel, le banquier, l'ingénieur s'élevaient au rang de protagonistes d'une nouvelle société acquisitive et expansive. L'Angleterre y jouait un rôle de premier plan et avec sa politique avisée d'équilibre et d'indépendance elle contribuait grandement à la paix en Europe et dans le monde. La victoire de Trafalgar lui avait donné la domination des océans et elle l'exerçait pour défendre la liberté de navigation et de commerce.

(à suivre)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE et ETATS DESUNIS D'EUROPE

de VITTORIO PONS

Ce titre n'est qu'une photographie de la situation réelle. Habitué à prendre nos désirs pour des réalités et nos aspirations pour des succès acquis, nous employons l'expression Europe comme si elle indiquait déjà une entité politique. Or ce n'est pas vrai, sauf pour ce qui a trait au noyau France - Allemagne fédérale, qui confirmera sa solidité lors de la prochaine rencontre de Paris entre le Président français et le Chancelier allemand. Nous marchons, ou plus précisément nous cherchons à marcher sur le chemin de l'Europe Unie, mais chaque année, chaque mois, voire chaque semaine, nous devons reconnaître que les difficultés, les complications et les obstacles, pour ne pas dire les oppositions, les embûches et les résistances apparaissent plus fréquentes. Est-ce un phénomène d'involution?

Qui, en France, n'a pas critiqué la politique du Président américain Carter? PANEUROPA a reconnu en lui un honnête homme, un fidèle croyant mais un piètre homme d'Etat. Ses compatriotes l'ont remplacé par le Président Reagan. Et voici qu'en Europe, les prises de position du nouveau Président - qui sont fidèles à son programme électoral et qui nous sont donc connues - suscitent des craintes. On dit déjà: «Carter était trop faible, Reagan se montre trop musclé!»

Mais qu'est-ce que nous voulons nous en Europe? Un Président américain sur notre mesure à nous? Un Président américain qui permette au Président soviétique d'être fort comme il l'entend sans lui opposer une force adéquate? Et c'est nous, les Européens, qui ne faisons que de moindres sacrifices pour avoir une force défensive qui est loin d'être à la hauteur de la situation,

nous les Européens qui avons besoin du parapluie défensif américain pour pouvoir discuter librement de nos problèmes baroques, de nos divisions et subdivisions politiques, de notre gourmandise de loisirs et de querelles institutionnelles, c'est nous qui commençons à alerter l'opinion en parlant d'un Reagan «musclé» - tandis qu'il veut tout simplement être fort - d'un Reagan «dominateur» - tandis qu'il veut une Amérique saine avec un gouvernement qui ait de l'autorité à l'intérieur et à l'extérieur - d'un Reagan «sûr de lui» - tandis qu'il veut assurer la persistance du consensus qui l'a porté au pouvoir?

Que voulons-nous? Avoir un allié fort, ou un allié faible à l'image de notre faiblesse? Avoir un allié dont l'équipe gouvernementale est unie, ou un allié dont chacun des responsables de l'administration tire à hue et à dia, à l'image de ce qui se passe dans nos gouvernements nationaux soutenus par des forces politiques hétéroclites ou à l'image des Institutions de l'Europe Unie où le Conseil Européen, le Parlement Européen et la Commission des Communautés cherchent, chacun pour soi, à acquérir - ouvertement ou sournoisement - des pouvoirs élargis?

Certes les problèmes de la politique et de l'économie américaines ne sont pas les mêmes problèmes que ceux de la politique et de l'économie européenne - mais Européens et Américains nous devons être conscients que le danger de l'hégémonie soviétique est réel et que Reagan - contrairement à nos leaders européens - n'a pas mâché ses mots à ce sujet!

Paneuropa 1981 n° 2

La position du Parlement européen sur le Sahara occidental

Un document capital

de Prof. F. DESSART

La Commission politique du Parlement Européen - réunie à Bruxelles sous la présidence de M. Claude Estier (groupe socialiste) - avait élaboré une résolution sur le Sahara Occidental qui fut proposée au Parlement Européen lui-même, en mars de cette année à Strasbourg.

Cette résolution a été votée le 12 mars 1981 et adoptée par 129 voix contre 82 et 11 abstentions. L'examen de cette question fit l'objet de plusieurs rapports et dura plusieurs sessions.

Voyons maintenant les points forts de cette résolution officielle.

La question des réfugiés: Le Parlement Européen «a conscience que la *nationalité* des populations du Sahara vivant en Algérie dans la zone située en bordure de Tindouf *n'a pas été authentifiée*, que ces populations n'ont pas été davantage dénombrées par le HCR (...) et que des dispositions n'ont pas encore été prises afin d'assurer le retour, sous le contrôle et la protection permanente du HCR, des *personnes authentiquement originaires* du Sahara occidental et *désireuses d'être rapatriées*».

Ce paragraphe confirme les témoignages que j'ai pu recueillir lors de plusieurs missions dans les provinces marocaines du Sahara occidental de la part de notables et de simples citoyens sahraonis accusant le «Polisario» de les avoir maintenus de force en Algérie en les présentant comme «réfugiés» alors que les cadres dudit Polisario étaient - eux - de nationalités très diverses.

Les ingérences étrangères: Le Parlement Européen «*presse le gouvernement algérien*, qui se conformerait ainsi aux recommandations sur l'implantation des réfugiés formulées lors de la conférence au sommet

des chefs d'Etats africains à Libreville en 1977, à ne pas autoriser l'*utilisation de la partie de son territoire longeant le Maroc pour le lancement d'attaques armées contre ce pays (...)*». D'autre part, les parlementaires européens exigent «du gouvernement libyen qu'il renonce à ses *visées hégémoniques et déstabilisatrices* dans la région du Sahel et s'abstienne de toute action visant à *violer l'intégrité territoriale ou l'identité nationale* des Etats de cette région».

Dans le même sens, le Parlement Européen a demandé au Maroc «de ne pas exercer de *droit de poursuite* afin que les incursions frontalières ne dégèrent pas en conflit officiel» avec l'Algérie. Voeux exaucés à l'avance puisque le Maroc n'a jamais pratiqué à ce jour de droit de poursuite et ne souhaite pas une guerre ouverte (bien que son opinion publique y pense et y soit solidairement et moralement préparée: la «base» du peuple marocain n'a pas oublié qu'une partie du territoire traditionnel du Maroc reste annexé par l'Algérie (sud-ouest algérien actuel).

Plus généralement, le Parlement Européen souhaite que les Etats membres de la CEE tentent des «médiations entre le Maroc et l'Algérie» et que le processus d'élargissement méditerranéen de la CEE «tienne compte des intérêts des pays du Maghreb».

Quelques remarques

De l'aveu même de nombreux parlementaires européens, ils n'ont jamais vu une session comme celle sur le Sahara occidental se dérouler dans une telle *atmosphère de pressions insupportables* de la part de milieux politiques proches des thèses al-

gériennes. De nombreux organes de presse spécialisés dans les questions européennes et ayant publié des témoignages jugés proches du Maroc ont été «approchés» (à peine délicatement) par des diplomates algériens. Quant aux coups de fils des «délégués» du Polisario, ils ne se comptèrent même plus!

Rappelons que lors de la réunion de l'Internationale socialiste, de semblables pressions permirent à une «tendance» d'empêcher le vice-président de l'Internationale socialiste - *Léopold Sédar Senghor* - de faire voter une motion condamnant *le racisme du Polisario* qui massacre les populations noires dans les régions concernées: une telle affirmation n'aurait jamais été avancée sans certitude par un homme d'Etat et de pensée tel que le président Senghor.

Certains ne sont pas dupes. Témoins ces parlementaires socialistes du Luxembourg qui refusèrent de voter une motion pro-Polisario avancée par leurs collègues communistes. *On ne peut tromper tout le monde tout le temps*, avait déjà dit le président Lincoln...

D'aucuns ont déjà souligné le «manque d'objectivité» du Parlement Européen: il

existera toujours des *mauvais perdants* qui ne s'intéressent à la démocratie que quand les autres sont toujours d'accord avec eux.

D'autres avancèrent que le Parlement Européen manquait d'information: alors que les travaux sur la question durent depuis 1979 et que diverses missions se rendirent sur place.

Quoi qu'il en soit les *exigences énormes des amis du Polisario* furent refusées par l'Europe démocratique: à savoir condamnation du Maroc, reconnaissance du «Polisario» comme mouvement de libération et de la «RASD» comme Etat par les gouvernements européens, embargo sur les livraisons d'armes au Maroc (mais pas aux pays voisins!)... De telles demandes émanaient de milieux extrémistes et les Parlementaires européens de tendances diverses réagirent d'une manière qui les honore. Surtout que dans la motion votée *les noms du «Polisario» et de la «RASD» ne furent pas une seule fois prononcés*. Est-ce là - pour employer des termes de communication de masse - *l'effet boomerang* d'une manipulation de l'information qui n'a que trop duré?

F. D.

Monsieur,

Je viens de lire dans Votre Bulletin européen que les leçons du Cours de latin parlé ont repris au siège romain de Votre Fondation.

Heureuse initiative réduisant enfin au silence tous les détracteurs - des intellectuels! - d'une langue dite morte. Votre idée fait renaître le parler auguste comme Phénix de ses cendres.

Elle m'a tellement envoûté que j'ai résous de m'inscrire comme élève régulier de ce cours à partir de l'année 1981-82.

Luxair et Sabena assurent d'excellentes liaisons aériennes.

Prof. Dr. Armand Faber
Vice-Président de l'AEDE de la
Maison de l'Europe - Membre du Comité
de la Fondation du Mérite européen -
Membre du Mouvement européen luxembourgeois



La coopération européenne culturelle (3^e Conférence des Ministres européens responsables des Affaires Culturelles)

L Etat démocratique ne doit pas produire de la culture, car il ne peut, de par sa nature en assumer les conséquences idéologiques. L'Etat, par contre, doit créer d'une manière systématique les conditions du développement culturel.

Comme les facteurs culturels sont indissociables de tous les autres éléments de la politique qu'ils soient économique, social, éducatif, de santé, d'environnement, les Ministres entendent faire considérer la politique culturelle comme une finalité centrale. Les finalités culturelles ainsi portées au centre des politiques nationales devraient être en mesure de mobiliser les moyens d'actions économiques nécessaires. On passerait ainsi progressivement d'une société de consommation quantitative à une société de création qualitative où la culture jouerait le rôle clé dans l'accomplissement de l'homme.

Telle est la volonté des Ministres responsables des Affaires Culturelles des 23 Etats signataires de la Convention Culturelle du Conseil de l'Europe qui se sont réunis au «sommet» à Luxembourg du 5 au 7 mai sous la présidence de M. Pierre Werner.

Les Ministres ont décidé qu'une Déclaration européenne sur les objectifs culturels, qui sera rédigée après une large consultation des organismes publics et privés, énoncera les objectifs et les valeurs culturels européens fondamentaux, en fournissant ainsi des orientations aux gouvernements dans la formulation de leur politique dans tous les domaines. Cette déclaration sera présentée en vue de son adoption à la quatrième Conférence, qui se tiendra à Berlin en 1984.

Les Ministres ont appelé l'attention sur les problèmes soulevés, par la croissance rapide des industries culturelles, qui sont le principal canal de transmission de la «culture» au grand public, et notamment sur le risque que les nouvelles techniques de communication débouchent sur des structures monopolistiques de production et de distribution. Ils ont recommandé, à cet égard, qu'on veille en particulier à préserver l'identité culturelle aux niveaux local et régional, en favorisant la création culturelle et en encourageant la participation de la population, en particulier des jeunes.

Reconnaissant qu'il pourrait être fait un usage accru des musées, des bibliothèques et des archives, les Ministres ont demandé qu'une étude soit entreprise sur les possibilités d'améliorer la coordination entre ces institutions au niveau européen.

Se félicitant de la coordination plus étroite qui a été instaurée entre le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales dans le domaine culturel, les Ministres ont souligné que la coopération culturelle européenne doit être menée sur une base aussi large que possible. Réaffirmant que la Convention Culturelle Européenne reste le meilleur instrument de cette opération, ils ont recommandé qu'elle soit révisée pour permettre à d'autres organisations internationales oeuvrant dans le domaine culturel d'y adhérer si elles estiment être fondées à le faire.

Les Ministres ont accueilli avec satisfaction l'accord de principe donné par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à la désignation de l'année 1985 comme Année européenne de la Musique et ont demandé que cette Année serve en particulier à encourager la création et l'interprétation de la musique contemporaine.

Système monétaire européen et réforme monétaire mondiale

L' Institut d'Etudes européennes de l'Université Libre de Bruxelles et le Collège d'Europe à Bruges organisent, conjointement, les 4, 5 et 6 juin 1981 une conférence sur le thème «Système monétaire européen et réforme monétaire mondiale».

Les deux premières journées (*jeudi 4 et vendredi 5 juin 1981*) seront organisées à Bruges dans le cadre d'un colloque ouvert au public. A l'issue du colloque public, un *symposium* restreint se tiendra, sur invitation, le samedi 6 juin 1981 à Bruxelles (Château de Lembeek, Hal-Bruxelles). Sous la présidence du professeur Triffin, ce symposium s'efforcera de réaliser un consensus sur les initiatives qu'il est possible et opportun de prendre durant les deux prochaines années.

La conférence est organisée avec l'appui de la Fondation Camille Gutt et d'autres

organismes publics et privés. De hautes personnalités européennes ont accepté de participer activement à ces travaux.

Voici quelques thèmes qui feront l'objet des rapports: *La scène monétaire internationale au milieu de l'année 1981* - Rapport général; *Les problèmes d'ajustement externe* - Ajustement externe et conflits d'objectifs de politique économique; *Les problèmes de financement des déséquilibres externes* - Le rôle des marchés financiers privés; *Les relations monétaires entre les Etats-Unis et l'Europe*.

Le discours de clôture sera prononcé par Gaston E. Thorn, Président de la Commission des Communautés européennes.

ABONNEMENTS

Italie:

ordinaire	lires	10 000
de soutien	lires	50 000

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50
de soutien	ff.	250

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnements souscrit sera valable pour toute l'année 1981. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A - Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

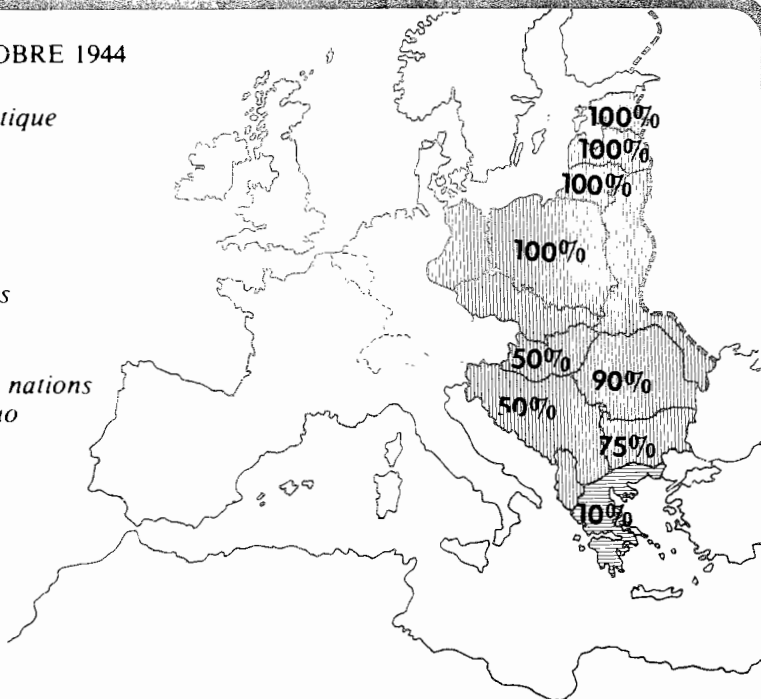
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Roberto Cestelli: Le socialisme et l'Europe</i>	1
<i>Pietro Gerbore: Histoire de l'Europe - (II^e partie)</i>	7
<i>Vittorio Pons: Etats-Unis d'Amérique et Etats désunis d'Europe</i>	15
<i>F. Dessart: La position du Parlement européen sur le Sahara occidental</i>	16
Documents du Conseil de l'Europe	18
Système monétaire européen et réforme monétaire mondiale	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951)